

tion dans les journaux. Le prince russe, qui a cru y voir une intention d'étaler au grand jour les griefs articulés contre M. Catacazy, et conséquemment la censure de sa propre conduite, s'est fâché à son tour et paraît prêt à accepter toutes les responsabilités, au nom de son gouvernement. De tout ceci, il ressort que la profonde sympathie que l'on disait exister entre la Russie et les Etats-Unis n'était qu'un fantôme d'amitié, et il est aujourd'hui établi que les politesses de l'autocrate du Nord envers la république américaine n'avaient pas d'autre cause qu'une légère communauté d'intérêts. Le règlement des difficultés entre l'Angleterre et les Etats-Unis, a porté un coup sérieux à cette conformité de position ; aussi M. Catacazy avait-il fait tout en son pouvoir pour empêcher les deux pays d'en venir à une entente qui dérangeait considérablement les plans de son gouvernement. De là les plaintes du Président et de son secrétaire et par suite, le brandon enflammé qui menace de faire éclater la mine.

On peut puiser dans cet incident de profonds enseignements sur la solidité des affections qui attachent entre eux les chefs de gouvernements, et surtout sur les motifs qui sont la base de ces alliances pleines de protestations si facilement prodiguées.

Les troubles politiques de la Louisiane, d'un autre côté, sont loin de se calmer et le désordre augmente d'une manière menaçante. Le revolver y est devenu la loi suprême. Cet état de choses est d'ailleurs assez général dans tout le Sud et le Président de la république a l'air de craindre que son ingérence n'y produise plus de mal que de bien. Le fait est que les Américains du Nord se sont un peu fait illusion sur la solidité des résultats obtenus par leur victoire contre le Sud, et ils ont peut-être trop précipité les choses. Ils ont aboli l'esclavage, sans prévoir les suites de cette abolition et sans prendre les moyens de conjurer ce qu'elles pourraient avoir de désastreux tant pour les noirs que pour leurs anciens possesseurs. On ne lance pas ainsi tout un peuple dans une vie complètement neuve pour lui, sans le préparer d'avance et de longue main à sa nouvelle position. Nous donnons aux Etats du Nord un juste tribut d'admiration pour ce qu'ils ont fait envers la civilisation et envers l'humanité, en affranchissant les noirs du Sud ; mais nous devons aussi constater que cet affranchissement ne s'est pas fait dans les circonstances et avec toutes les précautions voulues. Il y a donc lieu de craindre que les désagréments continus causés par les noirs dans le Sud, — et conséquences de l'irréflexion des vainqueurs — ne réveillent à la fin l'ancienne animosité entre les deux grandes fractions de la République, et ne les amènent encore une fois en présence sur les champs de bataille. Cette fois, le conflit serait encore plus terrible et plus meurtrier ; et la lutte ne cesserait qu'avec le dernier soldat de l'un ou de l'autre parti. Le feu n'est pas éteint ; il couve sous les cendres et malheur à ce pays, malheur à nous peut-être, si quelque souffle vient enflammer l'étincelle qui ne demande qu'à s'étendre et à dévorer ce qui l'entoure.

Au Mexique, le général révolutionnaire Diaz a été mis en déroute ; il a perdu toute son artillerie, ses bagages, et plusieurs hommes, tués ou prisonniers. Juarez est en possession d'Oxaka. L'ordre est cependant loin d'être rétabli. Tôt ou tard, les Etats-Unis seront obligés d'intervenir et finiront par mettre la main sur ce pays, malgré leurs protestations tendant à faire croire qu'ils sont satisfaits de leur territoire et qu'il n'ont nullement l'envie d'absorber leurs voisins.

Cette idée d'absorption n'existe pas d'ailleurs exclusivement aux Etats-Unis ; et, pendant que l'Angleterre par l'abandon de quelques unes de ses colonies, semble suivre une politique tout-à-fait opposée, la Prusse, de son côté, manifeste visiblement le désir d'agrandir ses domaines par l'acquisition de possessions en dehors de l'Europe. Imbue de cette croyance que le plus grand bonheur qui puisse arriver à un peuple est de devenir prussien et d'être incorporée dans la grande race germanique, elle commence à se glisser tout doucement dans le Céleste Empire pour tâcher d'y prendre racine, et un instructeur prussien, sous-officier, donne en ce moment à l'arsenal de Shanghai des leçons pour le maniement des canons Krupp à un certain nombre de jeunes chinois. De là au Japon, il n'y a qu'un pas, et les troupes de l'autocrate nipponien ont aussi maintenant leur instructeur allemand. C'est déjà un pas de fait, et ce ne sera certainement pas le dernier.

Avec ces deux grandes puissances, la Prusse a mis des bornes ou plutôt de la ruse dans sa manière d'arriver et de procéder. Les mêmes ménagements n'ont pas été employés à l'égard du Brésil, et Bismark, souple et insinuant en Asie, prend ici le ton tranchant d'un despote. Personne n'ignore l'origine de ce conflit prusso-brésilien ; il ne s'agit, au fond, que de l'arrestation de quelques marins allemands, à la suite d'une rixe survenue dans un lieu de bas étage, entre eux et des indigènes. Ces tapageurs n'ont pourtant pas été traités trop sévèrement, mais la manière dont on a envisagé cette affaire à Berlin fait naître de graves appréhensions et il est

probable que la Prusse, avec cette ardeur d'envahissement qui s'est développée chez elle depuis la dernière guerre va faire tous ses efforts pour étendre son empire jusque sur ce côté de l'Atlantique. Nous espérons que les partisans de la doctrine Munroe seront prêts à la recevoir. Dans tous les cas on affirme qu'une escadre prussienne se dirige vers le Brésil pour y appuyer les réclamations de Bismark. Il n'est pas douteux, au fond, que la Prusse aspire à devenir la première puissance du monde sous tous les rapports. Sa flotte marchande est déjà la plus nombreuse qui existe en Europe, après celle de l'Angleterre ; or, si elle veut placer son commerce et sa marine au premier rang parmi toutes les nations du globe, il lui faut des colonies. Ce conflit avec le Brésil lui fournirait donc l'occasion de s'emparer de plusieurs territoires qui pourraient lui être un jour d'un grand avantage pour le développement de sa politique et de son commerce. S'il y a la moindre chance d'un empiètement, soyons certains que Bismark en profitera.

Ce potentat, d'ailleurs, ne compte plus pour rien l'opinion publique et ne prend plus conseil que de son propre génie. Il l'a bien montré dans sa circulaire si insolente pour la France et dans l'ordre barbare qu'il a donné de faire le procès des otages français pour se venger de l'acquiescement de Tonnelet et de Bertin. Ainsi chaque fois qu'un soldat prussien sera tué en France et que son meurtrier ne pourra pas être trouvé, ou qu'il sera absous, il faudra qu'un homme complètement innocent subisse son procès et soit condamné à la place de l'accusé introuvable ou déclaré innocent par le jury de son pays.

Nous ne savons pas comment les *juges de Berlin* entendent la loi commune et celle de leur conscience, mais il est un fait certain, c'est que cette substitution de personne en matière criminelle est un de ces actes épouvantables de barbarie, qui, aux yeux des peuples véritablement civilisés, suffiraient pour dégrader non seulement le tribunal qui s'en rendrait coupable mais encore toute la nation qui le laisserait s'accomplir sans le flétrir par une solennelle protestation. Et après tout cela la Prusse se posera insolemment à la tête de la civilisation et prétendra distribuer de droite et de gauche des leçons d'honneur et de loyauté ; l'empereur Guillaume se donnera même le titre pompeux de *purificateur* de la France !

Cette pauvre France, puisque nous venons de prononcer son nom, est loin de se remettre aussi vite que nous avons cru pouvoir l'espérer, et l'année qu'elle commence, quoique moins terrible que celle qui vient de s'écouler, est cependant grosse d'événements menaçants. Nous l'avons déjà dit, et nous le répétons, la république n'a jamais été faite pour la France ou plutôt la France n'a jamais été faite pour la république. Depuis qu'elle a adopté ce régime, elle se retourne péniblement sur elle-même, comme pour chercher un point d'appui qui fuit sans cesse ; son chef même n'a pas confiance dans l'état actuel et ne semble le regarder que comme un état transitoire. L'Assemblée nationale, au lieu de donner au peuple un exemple de sagesse et de stabilité, siège au milieu d'un désordre continu qui rappelle presque le temps de la Terreur. Un incident qui vient de s'y produire est assez significatif. M. Ordinaire, député radical du Doubs, s'est permis de qualifier la commission des grâces du titre de *commission d'assassins*. C'était la copie presque littérale de l'expression de Robespierre, lorsque, dans la célèbre journée du 9 thermidor, il dit à Thuriot qui présidait la Convention : "Pour la dernière fois, président des assassins, je te demande la parole !" L'Assemblée, sur la demande de M. Rouvier, président de la Commission, a été unanime à voter l'application de la censure contre M. Ordinaire. Cette peine disciplinaire entraîne, pour le député atteint, une ret. nue de la moitié de son traitement pendant un mois, et l'affiche à ses frais, de la décision, à mille exemplaires, dans sa circonscription.

L'agitation n'est pas seulement dans l'Assemblée ; au dehors, les partis travaillent et font de la propagande, chacun dans son sens. Ces mouvements, tout dernièrement encore, ont pris une telle acception que le Président s'est cru obligé d'offrir sa démission, ce qui est considéré comme un coup d'état fort brillant. Nous avouons humblement que nous sommes encore à nous demander ce qu'il peut y avoir de si profondément extraordinaire dans cette simple action. M. Thiers occupe une position nécessairement difficile, mais aussi fort enviable. Les partisans de chacun des prétendants font naturellement tous leurs efforts pour y asseoir leur homme. Malheureusement, ces prétendants sont trop nombreux et ne peuvent commander, chacun, qu'une légère fraction de la sympathie générale que les circonstances assurent à Thiers. L'avènement au pouvoir du comte de Chambord ou de l'un des membres de la branche d'Orléans, amènerait de soi une nouvelle guerre civile ou plutôt une recrudescence, de celle qui n'est encore qu'endormie ; il s'en suivrait donc une dépréciation des garanties offertes à la Prusse pour le paiement de l'indemnité, ce qui aurait pour résultat immédiat l'occupation de